GV. - 1 - L. 13.728/2.

09-12-1980

M. H. Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 16 octobre 1980, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "pris en exécution de l'article 60 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980", a donné le 29 octobre 1980 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e oktober 1980 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 60 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980", heeft de 29e oktober 1980 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Selon l'article 110, alinéa 1er, de la Constitution, "aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi que par la loi". Ce texte exige que le législateur détermine lui-même les divers éléments qui concourent au calcul de la contribution des citoyens, c'est-à-dire principalement l'assiette de l'impôt d'une part, et le taux ou le montant de l'impôt d'autre part (1).

La détermination de l'assiette implique que les éléments taxables soient définis; cette définition ne peut donc être l'oeuvre que du législateur.

A cet égard, l'article 4 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (C.T.A.I.R.), dans sa version originelle, précisait ce qu'il fallait entendre par véhicule à vapeur ou à moteur.

La loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 a modifié cet article 4 de manière à comprendre parmi les véhicules à vapeur ou à moteur, "notamment les véhicules à moteur tels qu'ils sont définis dans la réglementation sur l'immatriculation des véhicules à moteur (article 53).

.../...

---

(1) Consulter W.-J. Ganshof van der Meersch, "L'impôt et la loi", in "En hommage à Victor Gothot", Faculté de droit de Liège, pp. 257 et suiv. et les avis du Conseil d'Etat, section de législation, cités pp. 262 à 264.
Voir aussi l'avis du Conseil d'Etat donné le 3 juillet 1969 sur le projet devenu le Code de la T.V.A., doc. parl. Chambre, sess. 1968-1969, n° 88/1, reproduit dans la Pasinomie de 1969, pp. 837 et suiv.

Aux inconvénients que présente l'insertion dans des dispositions législatives d'une référence à une disposition réglementaire s'ajoute, par conséquent, en l'espèce, le fait qu'il s'agit d'une matière réservée par la Constitution au législateur.

Le procédé suscite un problème d'interprétation et, subsidiairement, de constitutionnalité.

On pourrait invoquer des raisons pratiques pour soutenir que la taxe devrait s'appliquer automatiquement, de manière conforme à la réglementation sur l'immatriculation des véhicules à moteur, quelles que soient les modifications que cette réglementation puisse subir à l'avenir.

Selon les indications fournies au Conseil d'Etat, les véhicules sont en effet immatriculés par catégories reprises dans un fichier tenu par ordinateur. Ce même fichier peut servir pour percevoir la taxe de circulation. Il serait donc commode que l'immatriculation soit établie et la taxe perçue sur base des mêmes catégories.

Cette interprétation se heurterait toutefois à la compétence exclusive du législateur en matière fiscale. Elle permettrait, en effet, au Roi de modifier la taxe perçue sur la circulation d'un véhicule en rangeant celui-ci dans une autre catégorie par le biais d'une modification de la définition de ce véhicule dans l'arrêté royal relatif à l'immatriculation.

Pour illustrer par des exemples concrets les conséquences de ladite interprétation, il suffit d'imaginer quelle aurait été, selon celle-ci, l'application de la loi

si un texte analogue à celui de l'article 53 de la loi du 8 août 1980 modifiant l'article 4 du Code avait été en vigueur lors de la dernière modification de l'article 1er de l'arrêté royal du 31 décembre 1953 par l'arrêté royal du 2 mars 1979.

Antérieurement à cette modification, le tricycle à moteur était défini comme un véhicule à trois roues dont la tare ne dépasse pas 350 kg et qui est pourvu d'un moteur n'excédant pas 350 cm3 tandis qu'en vertu de l'arrêté royal du 2 mars 1979, le tricycle à moteur a disparu des définitions pour être considéré et immatriculé comme motocyclette pour autant que sa tare n'excède pas 400 kg et qu'il soit pourvu d'un moteur de plus de 50 cm3 lui permettant de dépasser la vitesse de 40 km à l'heure.

Ainsi donc, si un texte analogue à celui de l'article 53 précité avait été en vigueur, un tricycle de 375 kg aurait été taxé comme voiture automobile avant l'arrêté royal du 2 mars 1979 et comme motocyclette ensuite, ce qui entraînait un allègement de la taxe.

Au contraire, un quadricycle de 350 kg taxé au même taux que les motocyclettes avant l'arrêté royal du 2 mars 1979 serait passé ensuite dans la catégorie des voitures automobiles, ce qui aurait entraîné un accroissement de taxe.

Pour être interprété de manière conforme à l'article 110 de la Constitution, l'article 4 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, tel qu'il a été modifié par l'article 53 de la loi du 8 août 1980, doit donc s'entendre en ce sens qu'il vise les définitions réglementaires telles qu'elles se présentaient au jour de l'entrée

en vigueur de la loi précitée du 8 août 1980.

Dès lors, les modifications ultérieures qui pourraient être apportées à l'arrêté royal du 31 décembre 1953, portant réglementation de l'immatricultation des véhicules à moteur, seraient sans effet sur l'application de la loi fiscale.

La même observation vaut pour l'article 60 de la même loi. Cette disposition aura épuisé ses effets après la première application qui en aura été faite.

II. Aux termes de l'article 60 de la loi du 8 août 1980 :

> "Le Roi est autorisé à modifier les dénominations des véhicules à moteur dans les dispositions du titre II du même Code (Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus) pour les mettre en concordance avec la terminologie de la réglementation sur l'immatriculation des véhicules à moteur".

Cette habilitation, qui doit naturellement être interprétée de manière restrictive, n'autorise pas le Roi à procéder à des modifications de terminologie autres que celles relatives aux dénominations des véhicules à moteur. Il y a donc lieu de supprimer les dispositions qui se rapportent, dans le texte français, au remplacement de "carnet d'immatriculation" par "certificat d'immatriculation" et, dans le texte néerlandais, au remplacement de "reglementering inzake inschrijving van voertuigen met eigen beweegkracht" par "regeling nopens de inschrijving van motorvoertuigen", "reglementering" par "regeling" et "inschrijvingsboekje" par "inschrijvingsbewijs".

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

Il est préférable de donner au projet un titre qui en indique l'objet, au lieu de citer la disposition légale sur laquelle il se fonde.

Préambule.

A l'alinéa 2, il ne suffit pas de viser les articles 9 et 36bis : dans ces deux articles, le projet supprime des termes qui ont disparu de la réglementation sur l'immatriculation et en modifie d'autres, mais il modifie également la terminologie des articles 4, 5, 10, 14, 16, 39 et 42.

Il se recommande dès lors de viser le titre II du Code dans son ensemble.

A l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire "modifié" et non "remplacé", sans préciser l'article de l'arrêté modificatif.

Il convient de viser au préambule l'arrêté royal du 31 décembre 1953 portant réglementation de l'immatriculation des véhicules à moteur.

DISPOSITIF.

Observation préalable.

Il est d'usage de procéder aux diverses modifications d'un texte en respectant l'ordre des articles du texte modifié.

.../...

Les articles 3 et 4 du projet modifient, en bloc, certains termes du titre II. Ce procédé est peu recommandable en raison des complications qui en résultent pour les utilisateurs du texte. Il est préférable d'indiquer expressément les articles où un mot doit être remplacé.

Articles 3 à 5.

Il faut écrire, dans le texte français, au début de ces articles, "dans le texte français" et "dans le texte néerlandais".

Article 4.

Cet article remplace notamment l'expression "autovoertuig met gemengde structuur" par l'expression "auto voor dubbel gebruik".

A l'article 16, § 2, du Code, il est question de "voertuigen (et non autovoertuigen) met gemengde structuur". Il est à présumer que cette expression-là aussi doit être remplacée par "auto voor dubbel gebruik".

+

+ +

Compte tenu des observations qui précèdent et de certaines remarques de pure forme qui ne nécessitent aucun commentaire, le texte suivant est proposé :

.../...

"ARRETE ROYAL RELATIF A LA TAXE DE CIRCULATION SUR LES VEHICULES AUTOMOBILES.

- - - - - - - - - - -

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, notamment l'article 60;

Vu le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, notamment le titre II;

Vu l'arrêté royal du 31 décembre 1953, portant réglementation de l'immatriculation des véhicules à moteur, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté royal du 2 mars 1979;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, notamment l'article 20, modifié par l'arrêté royal du 24 décembre 1971;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Dans le texte français de l'article 5, § 1er, 6°, a, alinéa 3, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, les mots "véhicules de structure mixte" sont remplacés par les mots "voitures mixtes".

.../...

Dans le texte néerlandais du même alinéa, les mots "De vracht- en bestelwagens en de autovoertuigen met gemengde structuur" sont remplacés par les mots "De vrachtauto's, lichte vrachtauto's en de auto's voor dubbel gebruik".

Dans le texte néerlandais du même paragraphe, 7°, les mots "de rijwielen met hulpmotor en de motorrijwielen" sont remplacés par les mots "de bromfietsen en de motorfietsen".

Article 2.-

§ 1er. Dans le texte néerlandais de l'article 9 du même Code,

- au A, le mot "personenwagens" est remplacé par le mot "personen-auto's";

- au B, les mots "bestelwagens, vrachtwagens" sont remplacés par les mots "vrachtauto's, lichte vrachtauto's";

- au C, le mot "motorrijwielen" est remplacé par le mot "motor-fietsen".

§ 2. Dans le même article, au C, les mots "tricycles et quadricycles à moteur" sont supprimés.

Article 3.-

Dans le texte néerlandais de l'article 10, § 1er, 1°, du même Code, le mot "personenwagens" est remplacé par le mot "personenauto's".

.../...

Article 4.-

Dans le texte néerlandais de l'article 14 du même Code, le mot "personenwagen" est remplacé par le mot "personenauto".

Article 5.-

Dans le texte français de l'article 16, § 2, du même Code, les mots "véhicules de structure mixte" sont remplacés par les mots "voitures mixtes".

Dans le texte néerlandais du même paragraphe, les mots "voertuigen met gemengde structuur" sont remplacés par les mots "auto's voor dubbel gebruik".

Article 6.-

L'article 36bis, alinéa 1er, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 36bis. Les dispositions de l'article 5, § 2, et des chapitres III, VIII et X ne sont pas applicables aux voitures, voitures mixtes, minibus, motocyclettes, tels que ces véhicules sont définis par la réglementation relative à l'immatriculation des véhicules à moteur et en tant que ces véhicules sont ou doivent être munis d'une marque d'immatriculation, autre que temporaire ou "marchand", délivrée dans le cadre de cette réglementation".

Article 7.-

Dans le texte néerlandais de l'article 42, § 1er, du même Code, les mots "de rijwielen met hulpmotor en de motorrijwielen" sont remplacés par les mots "de bromfietsen en de motorfietsen".

.../...

Article 8.-

Dans le texte néerlandais de l'article 20 de l'arrêté royal du 8 juillet 1970, portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, modifié par l'arrêté royal du 24 décembre 1971, le mot "personenwagens" est remplacé par le mot "personenauto's".

Article 9.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Artikel 110, eerste lid, van de Grondwet bepaalt dat "geen belasting ten behoeve van de Staat kan worden ingevoerd dan door een wet". Die tekst eist dat de wetgever zelf de diverse elementen bepaalt die in aanmerking komen voor het berekenen van de bijdrage van de burgers, te weten voornamelijk de grondslag van de belasting enerzijds, het tarief of het bedrag van de belasting anderzijds (1).

Het vaststellen van de grondslag impliceert dat de belastbare elementen worden gedefinieerd; dat kan dus alleen het werk van de wetgever zijn.

Geheel in die lijn preciseerde artikel 4 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen (W.I.G.B.) in zijn oorspronkelijke versie wat onder stoom- of motorvoertuigen moest worden verstaan.

De wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 heeft dat artikel 4 zo gewijzigd dat onder stoom- of motorvoertuigen "namelijk (worden) verstaan de motorvoertuigen zoals zij zijn omschreven in de reglementering nopens de inschrijving van motorvoertuigen" (artikel 53).

.../...

---

(1) Zie W.-J. Ganshof van der Meersch, "L'impôt et la loi", in "En hommage à Victor Gothot", rechtsfaculteit Luik, blz. 257 e.v. en de op blz. 262 tot 264 aangehaalde adviezen van de Raad van State, afdeling wetgeving.
Zie ook het op 3 juli 1969 gegeven advies van de Raad van State over het ontwerp dat het Wetboek van de B.T.W. is geworden, Gedr. st. Kamer, zitting 1968-1969, nr 88/1.

Aan het invoegen in wetsbepalingen, van een verwijzing naar een verordeningsbepaling zijn al bezwaren verbonden; daarbij komt dus in dit geval nog dat het gaat om een aangelegenheid die door de Grondwetgever voor de wetgever is weggelegd.

Het procédé roept vragen op in verband met de interpretatie en, subsidiair, naar de grondwettigheid.

Uit praktische overwegingen zou kunnen worden aangevoerd dat de belasting automatisch zou moeten worden toegepast op een wijze die in overeenstemming is met de regeling nopens de inschrijving van motorvoertuigen, welke wijziging die regeling in de toekomst ook mag ondergaan.

Naar aan de Raad van State is verklaard, worden de voertuigen immers ingeschreven volgens categorieën die worden overgenomen in een computerkaartsysteem dat ook dan dienen voor het heffen van de verkeersbelasting. Het zou dus handzaam zijn, van dezelfde categorieën uit te gaan én voor de inschrijving van de voertuigen én voor de heffing van de belasting.

Met zo'n interpretatie komt men echter regelrecht in strijd met 's wetgevers uitsluitende bevoegdheid in belastingzaken. Zo zou de Koning immers de op een voertuig geheven verkeersbelasting vermogen te wijzigen door dat voertuig in een andere categorie onder te brengen via een wijziging van de omschrijving van dat voertuig in het koninklijk besluit betreffende de inschrijving.

.../...

Om met concrete voorbeelden na te gaan welke de gevolgen van die interpretatie zouden zijn, beelde men zich in hoe, volgens die interpretatie, de wet zou zijn toegepast indien een tekst als die van artikel 53 van de wet van 8 augustus 1980 tot wijziging van artikel 4 van het Wetboek, van kracht was geweest bij de jongste wijziging van artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 december 1953 door het koninklijk besluit van 2 maart 1979.

Vóór die wijziging was de motordriewieler omschreven als een driewielig voertuig met een eigen gewicht van niet meer dan 350 kg en uitgerust met een motor met een cylinderinhoud van ten hoogste 350 cm^3, terwijl krachtens het koninklijk besluit van 2 maart 1979 de motordriewieler uit de begripsomschrijvingen verdwenen is, en aangemerkt en ingeschreven is als motorfiets voor zover zijn tarra niet meer dan 400 kg is en hij uitgerust is met een motor van meer dan 50 cm^3 waardoor hij sneller dan 40 km per uur kan rijden.

Indien dus een tekst als die van het eerdervermelde artikel 53 van kracht was geweest, zou een driewieler van 350 kg vóór het koninklijk besluit van 2 maart 1979 als auto en nadien als motorfiets belast zijn geweest; gevolg : een belastingverlichting.

Een vierwieler van 350 kg daarentegen, die vóór het koninklijk besluit van 2 maart 1979 tegen hetzelfde tarief als de "motorrijwielen" werd belast, zou daarna in de categorie van de auto's zijn beland; gevolg : een belastingverhoging.

.../...

Wil artikel 4 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, zoals het gewijzigd is bij artikel 53 van de wet van 8 augustus 1980, conform artikel 110 van de Grondwet kunnen worden geïnterpreteerd, dan moet het dus zó worden verstaan dat het verwijst naar de reglementaire begripsomschrijvingen zoals die zich voordeden op de dag waarop de genoemde wet van 8 augustus 1980 in werking is getreden.

Latere wijzigingen die in het koninklijk besluit van 31 december 1953 houdende regeling nopens de inschrijving van motorvoertuigen mochten.worden aangebracht, zouden dus geen terugslag hebben op de toepassing van de belastingwet.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 60 van dezelfde wet. Eenmaal toegepast, zal die bepaling geen verdere uitwerking meer hebben.

II. Artikel 60 van de wet van 8 augustus 1980 bepaalt :

> "De Koning kan de benamingen van de motorvoertuigen in de bepalingen van titel II van hetzelfde Wetboek (Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen) wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de terminologie van de reglementering nopens de inschrijving van motorvoertuigen".

.../...

Die uiteraard restrictief uit te leggen machtiging staat de Koning niet toe andere wijzigingen in de terminologie aan te brengen dan die welke betrekking hebben op de benamingen van de motorvoertuigen. Bijgevolg moeten vervallen de bepalingen die in de Nederlandse tekst betrekking hebben op de vervanging van "reglementering inzake inschrijving van voertuigen met eigen beweegkracht" door "regeling nopens de inschrijving van motorvoertuigen", "reglementering" door "regeling" en "inschrijvingsboekje" door "inschrijvingsbewijs", en in de Franse tekst op de vervanging van "carnet d'immatriculation" door "certificat d'immatriculation".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Het is beter het ontwerp een opschrift te geven waarin het onderwerp ervan tot uitdrukking komt in plaats van de wetsbepaling te vermelden waarop het gegrond is.

Aanhef.

In het tweede lid kan niet worden volstaan met vermelding van de artikelen 9 en 36bis; in die twee artikelen schrapt het ontwerp termen die niet meer in de regeling nopens de inschrijving voorkomen en wijzigt het andere, maar het wijzigt ook de terminologie van de artikelen 4, 5, 10, 14, 16, 39 en 42.

.../...

Het verdient derhalve aanbeveling te verwijzen naar titel II van het Wetboek in zijn geheel.

In het derde lid schrijve men "gewijzigd" in plaats van "vervangen", zonder nadere vermelding van het artikel van het wijzigingsbesluit.

In de aanhef moet worden verwezen naar het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

ARTIKELEN.

Voorafgaande opmerking.

Het is gebruikelijk een tekst te wijzigen in de volgorde van de te wijzigen artikelen.

In de artikelen 3 en 4 van het ontwerp wordt een hele reeks termen van titel II ineens veranderd. Dat valt hinderlijk uit voor de tekstgebruiker. Het verdient de voorkeur de artikelen waarin een woord moet worden vervangen uitdrukkelijk te vermelden.

.../...

Artikelen 3 tot 5.

Vooraan in de Franse tekst van deze artikelen moet worden gelezen : "dans le texte français" en "dans le texte néerlandais".

Artikel 4.

Dit artikel vervangt onder meer de term "autovoertuig met gemengde structuur" door "auto voor dubbel gebruik".

In artikel 16, § 2, van het Wetboek is sprake van "voertuigen (en niet autovoertuigen) met gemengde structuur". Vermoed mag worden dat ook die term moet worden vervangen door "auto voor dubbel gebruik".

\+

\+ \+

Met inachtneming van hetgeen hiervoren is opgemerkt en van een aantal aanpassingen die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE VERKEERSBELASTING OP DE AUTOVOERTUIGEN.

\- - - - - - - - - - -

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

.../...

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, inzonderheid op artikel 60;

Gelet op het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, inzonderheid op titel II;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 december 1953 houdende regeling nopens de inschrijving van motorvoertuigen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 maart 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, inzonderheid op artikel 20, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 december 1971;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

In de Franse tekst van artikel 5, § 1, 6°, a, derde lid, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen worden de woorden "véhicules de structure mixte" vervangen door de woorden "voitures mixtes".

.../...

In de Nederlandse tekst van hetzelfde lid worden de woorden "De vracht- en bestelwagens en de autovoertuigen met gemengde structuur" vervangen door de woorden "De vrachtauto's, lichte vrachtauto's en de auto's voor dubbel gebruik".

In de Nederlandse tekst van dezelfde paragraaf, 7°, worden de woorden "de rijwielen met hulpmotor en de motorrijwielen" vervangen door de woorden "de bromfietsen en de motorfietsen".

Artikel 2.-

§ 1. In de Nederlandse tekst van artikel 9 van hetzelfde Wetboek,

- in A, wordt het woord "personenwagen" vervangen door het woord "personenauto's";

- in B, worden de woorden "bestelwagens, vrachtwagens" vervangen door de woorden "vrachtauto's, lichte vrachtauto's";

- in C, wordt het woord "motorrijwielen" vervangen door het woord "motorfietsen".

§ 2. In hetzelfde artikel, in C, vervallen de woorden "motordriewielers en motorvierwielers".

Artikel 3.-

In de Nederlandse tekst van artikel 10, § 1, 1°, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "personenwagens" vervangen door het woord "personenauto's".

.../...

Artikel 4.-

In de Nederlandse tekst van artikel 14 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "personenwagen" vervangen door het woord "personenauto".

Artikel 5.-

In de Franse tekst van artikel 16, § 2, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "véhicules de structure mixte" vervangen door de woorden "voitures mixtes".

In de Nederlandse tekst van dezelfde paragraaf worden de woorden "voertuigen met gemengde structuur" vervangen door de woorden "auto's voor dubbel gebruik".

Artikel 6.-

Artikel 36bis, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 36bis. De bepalingen van artikel 5, § 2, en van de hoofdstukken III, VIII en X zijn niet van toepassing op de personenauto's, auto's voor dubbel gebruik, mini-bussen, motorfietsen zoals deze voertuigen omschreven zijn in de reglementering inzake inschrijving van motorvoertuigen en in zover deze voertuigen voorzien zijn of moeten zijn van een andere nummerplaat dan een in het kader van de bedoelde regeling afgeleverde tijdelijke plaats of "handelaarsplaat".

Artikel 7.-

In de Nederlandse tekst van artikel 42, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de rijwielen met hulpmotor en de motorrijwielen" vervangen door de woorden "de bromfietsen en de motorfietsen".

.../...

Artikel 8.-

In de Nederlandse tekst van artikel 20 van het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 december 1971, wordt het woord "personenwagens" vervangen door het woord "personenauto's".

Artikel 9.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. KNAEPEN, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.